Instrument de Recherche

Conseils de Prud'hommes de Troyes et Romilly-sur-Seine (1925 – 2008)

1659 W 1 - 422

Réalisé par Emmanuel PETIT
Archiviste-stagiaire de l'Université d'Angers

Réalisé sous la direction d'Arnaud BAUDIN
Directeur adjoint des Archives et du Patrimoine de l'Aube

Troyes, 2015



Versement
1659 W 1 - 422

Identification

Intitulé / Analyse : Fonds des Conseils de Prud'hommes de Troyes et de Romilly-sur-Seine : registres et rôles, minutes et jugements, procès-verbaux, règlements intérieurs et accords.

Dates extrêmes : 1925 – 2008

Importance matérielle : 9, 60 mètres linéaires

Contexte

Service producteur : Conseils de Prud'hommes de Troyes et de Romilly-sur-Seine

Service versant : Conseils de Prud'hommes de Troyes.

N° d'entrée des versements : 57699 ; 57442 ; 57113 ; 56757 – 56764

Date d'entrée des versements : 18 octobre 2011 ; 05 mars 2013 ; 20 mai 2014 ; 24 mars 2015

Conditions d'accès aux documents

Début communicabilité : 01/01/1991
Fin communicabilité : 01/01/2058

Contrôle de la description

Date de rédaction de l'inventaire : 18 décembre 2015

Auteur : Emmanuel PETIT, archiviste-stagiaire de l'Université d'Angers (novembre – décembre 2015) en Master 1 Histoire, Document parcours Archives.
Langue : Français
Écriture : Latine

Normes appliquées :
- ISAD(G) - Norme générale et internationale de description archivistique
- ISAAR(CPF) - Norme internationale sur les notices d'autorité utilisées pour les archives relatives aux collectivités, aux personnes ou aux familles
- ISDIAH - Norme internationale pour la description des institutions de conservation des archives

Présentation

Présentation du producteur

Les Conseils de Prud'hommes ont pour mission de servir de juges et de conciliateurs en cas de litiges individuels nés à l'occasion d'un contrat de travail de droit privé, c'est-à-dire un litige impliquant d'un côté une entreprise et de l'autre un particulier salarié ou employé par cette entreprise. Dans le cadre de cette mission, les Conseils de Prud'hommes ont pour objectif la conciliation des deux parties en conflit ou, à défaut de conciliation, le jugement des affaires au cours d'un procès. La composition du conseil reflète cette mission puisqu'il est composé de deux bureaux, le bureau de conciliation et le bureau de jugement. Le bureau de conciliation a pour objectif de permettre un rapprochement des parties en conflit en vue d'aboutir à une conciliation (totale ou partielle). De son côté, le bureau de jugement fonctionne comme un tribunal : chacune des parties est appelée à s'expliquer devant le conseil dont la présidence prendra ensuite une décision et rendra un jugement.

Les premiers Conseils de Prud'hommes de France ont été mis en place durant le règne de Philippe le Bel (1285 - 1314) et avaient alors pour but d'assister le prévôt des marchands et les échevins afin de juger les différends pouvant s'élever entre marchands et fabricants. Après avoir été pendant près de deux siècles une institution propre à la seule Ville de Paris, des Conseils de Prud'hommes ont ensuite été organisés dans différentes villes du royaume. Cependant, à la fin du XVIII^{e} siècle, la Révolution porte un coup fatal à la quasi-totalité des institutions d'Ancien Régime, y compris les Conseils de Prud'hommes.

Le 18 mars 1806 est marqué par la résurrection des Conseils de Prud'hommes. Napoléon 1er promulgue en effet une loi instituant un nouveau Conseil de Prud'hommes à Lyon. Seulement deux ans plus tard, le 7 mai 1808, un décret impérial permet la création du Conseil de Prud'hommes de Troyes, plusieurs années avant la création de celui de Paris, inauguré le 28 décembre 1844. Le Conseil de Troyes est le sixième créé en France par Napoléon et est, à l'origine, composé de cinq membres (trois marchands-fabricants et deux chefs d'ateliers ou ouvriers patentés), passés à neuf depuis une ordonnance royale de 1820.

La loi du 1er juin 1853, promulguée sur ordre de Napoléon III, représente un autre moment fort dans l'histoire du Conseil de Prud'hommes de Troyes puisqu'elle met en place certaines mesures nouvelles dans l'organisation du Conseil. Elle fixe, par exemple, des conditions restrictives d'âge et d'ancienneté pour l'électorat des différents membres du Conseil. Cette loi préconise par ailleurs la nomination des présidents et vice-présidents du conseil par l'administration, ce qui a pour effet de transformer le Conseil en une juridiction sous contrôle du pouvoir impérial.

Cette loi est remplacée par la loi du 7 juillet 1880 rétablissant l'élection du président et conférant également à ce dernier une prépondérance en cas d'égalités dans les votes au cours des délibérations du conseil.

Entre temps, le 24 décembre 1864, un nouveau décret impérial instaure le Conseil de Prud'hommes de Romilly-sur-Seine, alors composé de cinq patrons et de cinq ouvriers, trois issus de l'industrie de la bonneterie et deux des autres branches de l'industrie (serruriers, taillandiers, chaudronniers, etc.).

Au début du XX^{e} siècle, les Conseils de Prud'hommes connaissent des transformations et un certain nombre de changements. La loi du 25 mars 1907 représente la base de la législation

concernant les Prud'hommes. Elle permet la création de sections d'activités (commerce, industrie, etc.), consacre la règle déjà présente de l'alternance de la présidence (qui devient officiellement assurée alternativement par un salarié et un employeur) et rend l'assistance juridique possible (les différentes parties impliquées dans le procès pourront recourir à des avocats). De plus, cette même loi étend aux femmes le droit de vote et d'éligibilité aux Conseils de Prud'hommes. Plus tard, d'autres lois viennent compléter ou appuyer la loi de 1907 : La loi du 21 mai 1924 inclut la législation prud'homale dans le Code du travail tandis que la loi du 26 février 1949 donne la possibilité aux parties de se faire assister par un délégué du syndicat auquel elles appartiennent. Les sections mentionnées précédemment (Commerce et Industrie) sont, quant à elles, complétées par les sections « Agriculture » (en 1932), « Encadrement » (en 1979) et « Activités Diverses. » Le 18 janvier 1979, la loi n° 79-44 portant modification des dispositions du titre 1er du livre V du code du travail relatives aux Conseils de Prud'hommes provoque le rattachement des différents Conseils de Prud'hommes au Ministère de la Justice.

Les évolutions légales des dernières décennies ont eu un impact sur les archives des Conseils de Prud'hommes. La loi n° 82-689 du 4 août 1982 relative aux libertés des travailleurs en entreprise a, en modifiant le Code du Travail, obligé les entreprises à modifier leur règlement intérieur, ce qui explique le volume documentaire de l'année 1983. Autre, exemple, La loi n°98-461 du 13 juin 1998 d'orientation et d'incitation relative à la réduction du temps de travail a provoqué un accroissement massif des accords d'entreprise entre 1998 et 2003 en lien avec les négociations autour de la réduction et de l'aménagement du temps de travail.

Physiquement, Le Conseil de Prud'hommes de Troyes est établi à l'Hôtel de Ville à partir de 1936. Il déménage le 8 novembre 1973 et s'installe au Palais de Justice, rue du général De Gaulle, où il reste jusqu'en 2004, année où il déménage à nouveau pour la rue Bégand, adresse qu'il occupe encore à la fin de l'année 2015. Le Conseil de Prud'hommes de Romilly-sur-Seine était, quant à lui, situé au 18, passage Léon Moussinac, jusqu'à sa fermeture en 2008 lors de la réforme de la carte judiciaire.

(N.° 3362.) *DÉCRET IMPÉRIAL qui ordonne l'établissement d'un Conseil de Prud'hommes à Troyes.*

A Baïonne, le 7 Mai 1808.

NAPOLÉON, EMPEREUR DES FRANÇAIS, ROI D'ITALIE, et PROTECTEUR DE LA CONFÉDÉRATION DU RHIN;

Sur le rapport de notre ministre de l'intérieur;

Vu la demande formée par la chambre du commerce de Troyes, à l'effet d'obtenir qu'il soit créé dans cette ville un conseil de prud'hommes, demande appuyée par le préfet du département de l'Aube;

L'article 34, titre IV de la loi du 18 mars 1806, portant qu'il pourra être établi des conseils de cette nature dans les villes de fabriques où le Gouvernement le jugera convenable;

Notre Conseil d'état entendu,

Nous AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit:

TITRE I.er

Dispositions générales.

ART. 1.er Les dispositions de la loi du 18 mars 1806 sont déclarées applicables à la ville de Troyes: il sera en conséquence établi dans cette ville un conseil de prud'hommes ayant les mêmes attributions que celui qui a été établi et organisé à Lyon, en exécution de cette loi.

2. Le conseil sera composé de cinq membres, dont trois seront choisis parmi les marchands fabricans, et les deux autres parmi les chefs d'ateliers ou les ouvriers patentés.

Digitized by Google

Décret impérial n°3362 ordonnant l'établissement d'un Conseil de Prud'hommes à Troyes,
Extrait du *Bulletin des Lois*, volume 42.
Paris : Imprimerie Royale, 1808.
Sur Google Books. URL : https://books.google.fr/

Présentation de la structure d'accueil

Type d'entité : Archives départementales.
Identifiant : FRAD10
Nom de la structure : Direction des Archives et du Patrimoine de l'Aube.
Localisation : 131, rue Étienne Pédron, 10 000 Troyes.
Heure d'ouverture : 9h – 17h du Lundi au Vendredi ; 13h30 – 17h le Mardi.
Téléphone & Fax : Tél : 03 25 42 52 62 / Fax : 03 25 42 52 79.

Historique de la structure d'accueil

La création des Archives départementales a eu lieu en 1796 (l'An IV du calendrier républicain), six ans après la mise en place des départements au cours de la Révolution française, en 1790. Les Archives départementales ont eu pour objectif, à leur origine, de recueillir les archives des institutions de l'Ancien régime. Leurs missions, fixées par un décret de 1794, sont encore en vigueur aujourd'hui, à savoir collecter, classer, conserver et communiquer les documents qui leur sont confiés.

Au cours du XX^{e} siècle, les Archives départementales de l'Aube ont déménagé à plusieurs reprises, d'abord dans l'ancienne église des Jacobins de Troyes, derrière la préfecture, puis à la chapelle du Grand séminaire et dans le grenier de l'évêché de Troyes au début du XX^{e} siècle. Par ailleurs, le XIX^{e} siècle est également marqué par l'action du chartiste Henri d'Arbois de Jubainville (1827 -1910) qui dirige les Archives départementales durant vingt-huit années. C'est sous sa direction qu'est mené à bien le classement d'une grande partie des documents anciens et que sont rédigés plusieurs inventaires les décrivant et qui, aujourd'hui encore, sont utilisés en salle de lecture.

La première moitié du XX^{e} siècle voit la poursuite du travail de création d'inventaires, portant notamment sur les fonds les plus anciens. Malgré certaines pertes et destructions, la plus grande partie des archives de l'Aube parviennent à résister à la Seconde Guerre mondiale et l'institution déménage une nouvelle fois, en 1954, dans une ancienne usine au 21, rue Etienne Pédron, emportant avec elle plus de sept kilomètres linéaires de documents.

La seconde moitié du XX^{e} siècle est marquée par une forte inflation du nombre de lecteurs et de la quantité de documents conservés par le service ; Cette évolution est notamment liée aux lois de décentralisation des services de l'État qui, dans les années 1980, placent les Archives départementales sous la tutelle de Conseils généraux dont les compétences s'accroissent dans différents domaines. Par ailleurs, la collecte de fonds privés par les Archives départementales de l'Aube se poursuit de façon plus soutenue que par le passé. En réponse aux difficultés matérielles provoquées par l'accroissement de la masse documentaire des Archives, un nouveau déménagement (le dernier en date) a lieu. Les Archives départementales de l'Aube s'installent dans un bâtiment spécialement construit à leur intention, au 131 rue Etienne Pédron. A l'occasion de ce déménagement, un récolement complet est effectué en 1988 et sert de base aux premiers projets de numérisation menés très tôt par le service.

Depuis 2007, la direction des Archives départementales de l'Aube est assurée par Monsieur Nicolas Dohrmann, conservateur en chef du patrimoine. En 2012, la fusion des Archives départementales et de la direction du développement culturel du Département de l'Aube permet la création de la Direction des Archives et du Patrimoine de l'Aube. Aux missions « traditionnelles » des services publics d'archives s'ajoutent de nouvelles missions, l'accent est mis sur la conduite de projets culturels et patrimoniaux, la valorisation du patrimoine et de la culture et la participation du service au développement de l'action culturelle du département. Dans ce

contexte et parmi un nombre important d'expositions et d'activités culturelles, une des réalisations notables est l'ouverture, en 2013, de la Cité du Vitrail, qui vise à promouvoir le patrimoine et les vitraux du département de l'Aube et des autres régions françaises ou européennes, à travers une exposition permanente et un renouvellement régulier des œuvres présentées. Par ailleurs, les missions traditionnelles des Archives départementales ne sont pas négligées, la collecte des archives publiques ou privées ainsi que la réalisation d'inventaires se poursuivant tandis que le kilométrage linéaire total des archives du service ne cesse d'augmenter, dépassant aujourd'hui les vingt-quatre kilomètres linéaires.

Présentation du fonds et de son contenu

Le fonds contient les archives des Conseils de Prud'hommes de Troyes et Romilly-sur-Seine dont les dates extrêmes vont de 1925 à 2008. Ces archives sont composées de documents pouvant être divisés en deux catégories : Ceux qui sont associés à la fonction première du Conseil, à savoir servir de juge ou de conciliateur en cas de litige impliquant une entreprise et un particulier salarié ou employé par cette entreprise, et ceux qui constituent un « dossier » d'entreprise permettant au Conseil de consulter rapidement les informations réglementaires de l'entreprise en cas de besoin. Il s'agit donc d'un fonds essentiellement composé de règlements intérieurs et d'accords ou conventions d'entreprises, de minutes et jugements, de procès-verbaux et de registres d'audiences.

L'intérêt du fonds réside dans les connaissances qu'il apporte sur les procédures prudhommales, les différends entre employeurs et employés ainsi que sur les possibilités de résolution de ces litiges. Il permet par ailleurs de retracer une partie de l'histoire des entreprises ou des industries du département et surtout de se rendre compte de leur fonctionnement « officiel » à travers l'étude des règlements intérieurs, des accords et des minutes d'audience les concernant.

Sources complémentaires

Les Archives départementales de l'Aube conservent un fonds, accessible à la côte 34 U 129, qui concerne les élections des Conseils de Prud'hommes entre 1903 et 1910.

Les Archives municipales de Troyes disposent également d'archives émanant du Conseil de Prud'hommes de Troyes. Ce fonds contient les archives plus anciennes du Conseil (depuis sa création en 1808) ainsi que les documents relatifs à la structure et à l'organisation du Conseil (dossiers du personnel et compositions du Conseil, documents liés aux élections, bilans financiers, etc.). Ces documents sont consultables aux Archives municipales de Troyes et référencés aux côtes 2F, 7F, 1K, 2K et 1M.

Tri et éliminations pratiqués

Lors du classement du fonds, il a été décidé d'éliminer les copies conformes et les doublons des documents en disposant (notamment dans le cas des accords, conventions et règlements intérieurs).

Les régimes de conservation et de communicabilité des documents relatifs aux Conseils de Prud'hommes sont impactés par la circulaire AD 94-8 du 5 septembre 1994 relative au traitement des archives contemporaines, à leur indexation et à la réalisation des instruments de recherche et par l'instruction DPACI/RES/2008/011 du 6 octobre 2008 qui modifie la circulaire SJ.03-13 du 10 septembre 2003 relative aux archives de juridictions de l'ordre judiciaire et notamment les parties relatives aux tribunaux d'instance et aux Conseils de Prud'hommes. La

circulaire de 1994 préconise la conservation des minutes par les greffes pour une durée de 30 ans avant un versement aux Archives.

Mode(s) de classement adopté(s)

Classement thématique, puis chronologique



CONDITIONS D'ACCES AU FONDS

Conditions générales d'accès aux archives publiques

Le régime de communication des archives publiques, initialement fixé par les articles L.213-1 à L.213-8 du Code du patrimoine, livre 2, chapitre 3, a été modifié par la loi n°2008-L96 du 15 juillet 2008 (article 17) qui reprend et harmonise les dispositions contenues dans les lois n°79-18 du 3 janvier 1979 sur les archives et n°78-753 du 17 juillet 1978 sur la communication des documents administratifs.

Les archives publiques sont communicables de plein-droit et sans délai, sauf dans certains cas particuliers précisés par l'article L.213-2 du Code du patrimoine. Des délais allant de 25 à 120 ans sont appliqués à certains documents et contenus particuliers et peuvent être contourné par un système de dérogation prévu par l'article 213-3 du Code du patrimoine.

Conditions d'accès au fonds

En vertu de la loi sur les archives du 15 juillet 2008, reprise dans le Code du patrimoine (art. L213-2), la communicabilité des archives publiques de type judiciaire est fixée à 50 ans après la date de production du document en raison de la présence d'informations à caractère sensible ou privé.



Plan de classement

Cotes : 1659 W 1 - 422
Fonds : Conseils de Prud'hommes de Troyes et Romilly-sur-Seine.

1925 - 2008

Sous-fonds n°1: Conseil de Prud'hommes de Troyes. 1 - 407

1925 - 2008

Série n°1 : Les procédures prud'homales. 1 - 259

Sous-série n°1 : Registres et rôles. 1 - 191

Groupe d'articles 1-1 : Registres d'audiences. 1 - 10

16 octobre 1954 – 10 juillet 1980
(manquent les années 1964 et 1965
de la Section Industrie)

1-1-1 : Section Commerce. 1 - 5
1-1-2 : Section Industrie. 6 - 9
1-1-3 : Sections Agriculture, Encadrement, Activités Diverses. 10

Groupe d'articles 1-2 : Plumitifs. 11 - 149

15 juillet 1980 - 2002

1-2-1 : Section Commerce. 11 - 36
1-2-2 : Section Industrie. 37 - 59
1-2-3 : Section Agriculture. 60 - 82
1-2-4 : Section Encadrement. 83 - 105
1-2-5 : Section Activités Diverses. 106 - 128
1-2-6 : Formation de Référés. 129 - 149

Groupe d'articles 1-3 : Rôles. 150 - 191

2003 - 2008

1-3-1 : Section Commerce. 150 - 155
1-3-2 : Section Industrie. 156 - 161
1-3-3 : Section Agriculture. 162 - 167
1-3-4 : Section Encadrement. 168 - 173
1-3-5 : Section Activités Diverses. 174 - 179
1-3-6 : Formation de Référés. 180 - 185
1-3-7 : Départages. 186 - 191

Sous-série n°2 : Minutes et jugements. 192 - 234

Groupe d'articles 2-1 : Répertoires. 192 - 194

1 janvier 1941 – 31 décembre 1991

Groupe d'articles 2-2 : Minutes n°3114 – 7553. 195 - 234

1950 – 1984

Sous-série n°3 : Procès-verbaux. 235 - 259

Groupe d'articles 3-1 : Procès-verbaux d'enquêtes. 235 - 252

1950 - 1967

Groupe d'articles 3-2 : Procès-verbaux d'audition de témoins. 253 - 259

1962, 1967 – 1973 (manque l'année 1972)

Série n°2 : Dossiers d'entreprises. 260 - 407

Groupe d'articles 1 : Répertoires règlements et accords. 260 - 261

1936 – 2001

Groupe d'articles 2 : Règlements intérieurs. 262 - 325

1943, 1946 – 2004 (manque l'année 1958)

Groupe d'articles 3 : Négociations : Accords, conventions, contrats. 326 - 396

1936 -2004

(manque les années 1940, 1943, 1946, 1949, 1952, 1953, 1954, 1967)

Groupe d'articles 4 : Répertoires contrats d'apprentissages. 397 - 407

14 juillet 1925 – 7 avril 1972

Sous-fonds n°2 : Conseil de Prud'hommes de Romilly-sur-Seine. 408 - 422

1974 - 2008

Série n°1 : Les procédures prud'homales. 408 - 417

Groupe d'articles 1 : Répertoire des jugements. 408

12 mars 1974 - 29 novembre 1993

Groupe d'articles 2 : Minutes n°97 – 384. 409 - 417

1979 – 1985

Série n°2 : Dossiers d'entreprises. 418 - 422

Groupe d'articles 1 : Listes des dépôts d'actes. 418 - 419

1999 - 2000

Groupe d'articles 2 : Règlements intérieurs. 420

1999

Groupe d'articles 3 : Négociations : Accords, conventions. 421 - 422

1999 - 2000

CONSEILS DES PRUD'HOMMES DE TROYES ET ROMILLY-SUR-SEINE

1659 W 1 - 407 **Conseil des Prud'hommes de Troyes**

1925 - 2008

1659 W 1 - 259 **Conseil des Prud'hommes de Troyes. - Procédures prud'hommales**

1941 - 2008

1659 W 1 - 191 **Registres d'audience et rôles**

1966 - 2008

1659 W 1 - 10 ***Registres d'audience***

1954 - 1980

1659 W 1 – 5 *Section Commerce*

1659 W 1 22 novembre 1966 - 12 janvier 1971

1966 - 1971

1659 W 2 26 janvier 1971 - 26 décembre 1972

1971 - 1972

1659 W 3 2 janvier 1973 - 15 janvier 1974

1973 - 1974

1659 W 4 22 janvier 1974 - 20 décembre 1977

1974 - 1977

1659 W 5 3 janvier 1978 - 8 juillet 1980

1978 – 1980

1659 W 6 – 9 *Section Industrie*

1659 W 6 16 octobre 1954 - 16 décembre 1963

1954 - 1963

1659 W 7 28 novembre 1966 - 29 décembre 1969

1966 - 1969

1659 W 8 5 janvier 1970 - 21 janvier 1974

1970 - 1974

1659 W 9 28 janvier 1974 - 7 juillet 1980

1974 – 1980

1659 W 10 Section *Agriculture, Encadrement, Activités Diverses*

1659 W 10 15 janvier 1980 - 10 juillet 1980

1980 – 1980

1659 W 11 - 149 ***Plumitifs (conciliations et jugements)***

1980 - 2002

1659 W 11 – 36 *Section Commerce*

1659 W 11 15 juillet 1980 - 23 décembre 1980

1980 - 1980

1659 W 12 Année 1981

1659 W 13	Année 1982	1981 - 1981
1659 W 14	Année 1983	1982 - 1982
1659 W 15	Année 1984	1983 - 1983
1659 W 16	Année 1985	1984 - 1984
1659 W 17	Année 1986	1985 - 1985
1659 W 18	Année 1987	1986 - 1986
1659 W 19	Année 1988	1987 - 1987
1659 W 20	Année 1989	1988 - 1988
1659 W 21	Année 1990	1989 - 1989
1659 W 22	Année 1991	1990 - 1990
1659 W 23	Année 1992	1991 - 1991
1659 W 24	Année 1993	1992 - 1992
1659 W 25	Année 1994	1993 - 1993
1659 W 26	Année 1995, conciliations	1994 - 1994
1659 W 27	Année 1995, jugements	1995 - 1995
1659 W 28	Année 1996, jugements	1995 - 1995
1659 W 29	Année 1996, conciliations	1996 - 1996
1659 W 30	Année 1997	1996 - 1996
1659 W 31	Année 1998	1997 - 1997
1659 W 32	Année 1999	1998 - 1998
1659 W 33	Année 2000, jugements	1999 - 1999
1659 W 34	Année 2000, conciliations	2000 - 2000
1659 W 35	Année 2001	2000 - 2000

2001 - 2001

1659 W 36 Année 2002

2002 – 2002

1659 W 37 – 59 *Section Industrie*

1659 W 37 15 juiillet 1980 - 22 décembre 1980

1980 - 1980

1659 W 38 Année 1981

1981 - 1981

1659 W 39 Année 1982

1982 - 1982

1659 W 40 Année 1983

1983 - 1983

1659 W 41 Année 1984

1984 - 1984

1659 W 42 Année 1985

1985 - 1985

1659 W 43 Année 1986

1986 - 1986

1659 W 44 Année 1987

1987 - 1987

1659 W 45 Année 1988

1988 - 1988

1659 W 46 Année 1989

1989 - 1989

1659 W 47 Année 1990

1990 – 1990

1659 W 48 Année 1991

1991 - 1991

1659 W 49 Année 1992

1992 - 1992

1659 W 50 Année 1993

1993 - 1993

1659 W 51 Année 1994

1994 - 1994

1659 W 52 Année 1995

1995 - 1995

1659 W 53 Année 1996

1996 - 1996

1659 W 54 Année 1997

1997 - 1997

1659 W 55 Année 1998

1998 - 1998

1659 W 56 Année 1999

1999 - 1999

1659 W 57 Année 2000

2000 - 2000

1659 W 58 Année 2001

2001 - 2001

1659 W 59 Année 2002

2002 – 2002

1659 W 60 – 82 Section Agriculture

1659 W 60 17 juillet 1980 - 06 novembre 1980

1980 - 1980

1659 W 61 Année 1981

1981 - 1981

1659 W 62 Année 1982

1982 - 1982

1659 W 63 Année 1983

1983 - 1983

1659 W 64 Année 1984

1984 - 1984

1659 W 65 Année 1985

1985 - 1985

1659 W 66 Année 1986

1986 – 1986

1659 W 67 Année 1987

1987 - 1987

1659 W 68 Année 1988

1988 - 1988

1659 W 69 Année 1989

1989 - 1989

1659 W 70 Année 1990

1990 - 1990

1659 W 71 Année 1991

1991 - 1991

1659 W 72 Année 1992

1992 - 1992

1659 W 73 Année 1993

1993 - 1993

1659 W 74 Année 1994

1994 - 1994

1659 W 75 Année 1995

1995 - 1995

1659 W 76 Année 1996

1996 - 1996

1659 W 77 Année 1997

1997 - 1997

1659 W 78 Année 1998

1998 - 1998

1659 W 79 Année 1999

1999 - 1999

1659 W 80 Année 2000

2000 - 2000

1659 W 81 Année 2001

2001 - 2001

1659 W 82 Année 2002

2002 – 2002

1659 W 83 – 105 Section Encadrement

1659 W 83 16 juillet 1980 - 24 décembre 1980

1980 - 1980

1659 W 84 Année 1981

1981 - 1981

1659 W 85 Année 1982

1982 – 1982

1659 W 86 Année 1983

1983 – 1983

1659 W 87 Année 1984

1984 - 1984

1659 W 88 Année 1985

1985 - 1985

1659 W 89 Année 1986

1986 - 1986

1659 W 90 Année 1987

1987 - 1987

1659 W 91 Année 1988

1988 - 1988

1659 W 92 Année 1989

1989 - 1989

1659 W 93 Année 1990

1990 - 1990

1659 W 94 Année 1991

1991 - 1991

1659 W 95 Année 1992

1992 - 1992

1659 W 96 Année 1993

1993 - 1993

1659 W 97 Année 1994

1994 - 1994

1659 W 98 Année 1995

1995 - 1995

1659 W 99 Année 1996

1996 - 1996

1659 W 100 Année 1997

1997 - 1997

1659 W 101 Année 1998

1998 - 1998

1659 W 102 Année 1999

1999 - 1999

1659 W 103 Année 2000

2000 - 2000

1659 W 104 Année 2001

2001 - 2001

1659 W 105 Année 2002

2002 – 2002

1659 W 106 – 128 Section Activités Diverses

1659 W 106 17 juillet 1980 - 18 décembre 1980

1980 - 1980

1659 W 107 Année 1981

1981 - 1981

1659 W 108 Année 1982

1982 - 1982

1659 W 109 Année 1983

1983 - 1983

1659 W 110 Année 1984

1984 - 1984

1659 W 111 Année 1985

1985 - 1985

1659 W 112 Année 1986

1986 - 1986

1659 W 113 Année 1987

1987 - 1987

1659 W 114 Année 1988

1988 - 1988

1659 W 115 Année 1989

1989 - 1989

1659 W 116 Année 1990

1990 - 1990

1659 W 117 Année 1991

1991 - 1991

1659 W 118 Année 1992

1992 - 1992

1659 W 119 Année 1993

1993 - 1993

1659 W 120 Année 1994

1994 - 1994

1659 W 121 Année 1995

1995 - 1995

1659 W 122 Année 1996

1996 - 1996

1659 W 123 Année 1997

1997 - 1997

1659 W 124 Année 1998

1998 - 1998

1659 W 125 Année 1999

1999 - 1999

1659 W 126 Année 2000

2000 - 2000

1659 W 127 Année 2001

2001 - 2001

1659 W 128 Année 2002

2002 – 2002

1659 W 109 - 149 Formation de Référés

1659 W 129 Année 1982

1982 - 1982

1659 W 130 Année 1983

1983 - 1983

1659 W 131 Année 1984

1984 - 1984

1659 W 132 Année 1985

1985 - 1985

1659 W 133 Année 1986

1986 - 1986

1659 W 134 Année 1987

1987 - 1987

1659 W 135 Année 1988

1988 - 1988

1659 W 136 Année 1989

1989 - 1989

1659 W 137 Année 1990

1990 - 1990

1659 W 138 Année 1991

1991 - 1991

1659 W 139 Année 1992

1992 - 1992

1659 W 140 Année 1993

1993 - 1993

1659 W 141 Année 1994

1994 - 1994

1659 W 142 Année 1995

1995 - 1995

1659 W 143 Année 1996

1996 - 1996

1659 W 144 Année 1997

1997 – 1997

1659 W 145 Année 1998

1998 - 1998

1659 W 146 Année 1999

1999 - 1999

1659 W 147 Année 2000

2000 - 2000

1659 W 148 Année 2001

2001 - 2001

1659 W 149 Année 2002

2002 - 2002

1659 W 150 - 191 Rôles

2003 - 2008

1659 W 150 – 155 Section Commerce

1659 W 150 Année 2003

2003 - 2003

1659 W 151 Année 2004

2004 - 2004

1659 W 152 Année 2005

2005 - 2005

1659 W 153 Année 2006

2006 - 2006

1659 W 154 Année 2007

2007 - 2007

1659 W 155 Année 2008

2008 – 2008

1659 W 156 – 161 Section Industrie

1659 W 156 Année 2003

2003 – 2003

1659 W 157 Année 2004

2004 - 2004

1659 W 158 Année 2005

2005 - 2005

1659 W 159 Année 2006

2006 - 2006

1659 W 160 Année 2007

2007 - 2007

1659 W 161 Année 2008

2008 – 2008

1659 W 162 – 167 Section Agriculture

1659 W 162 Année 2003

2003 - 2003

1659 W 163 Année 2004

2004 - 2004

1659 W 164 Année 2005

2005 - 2005

1659 W 165 Année 2006

2006 - 2006

1659 W 166 Année 2007

2007 - 2007

1659 W 167 Année 2008

2008 – 2008

1659 W 168 – 173 Section Encadrement

1659 W 168 Année 2003

2003 - 2003

1659 W 169 Année 2004

2004 - 2004

1659 W 170 Année 2005

2005 - 2005

1659 W 171 Année 2006

2006 - 2006

1659 W 172 Année 2007

2007 - 2007

1659 W 173 Année 2008

2008 – 2008

1659 W 174 – 179 Section Activités Diverses

1659 W 174 Année 2003

2003 - 2003

1659 W 175 Année 2004

2004 - 2004

1659 W 176 Année 2005

2005 - 2005

1659 W 177 Année 2006

2006 - 2006

1659 W 178 Année 2007

2007 - 2007

1659 W 179 Année 2008

2008 – 2008

1659 W 180 – 185 Formation de Référés

1659 W 180 Année 2003

2003 - 2003

1659 W 181 Année 2004

2004 - 2004

1659 W 182 Année 2005

2005 - 2005

1659 W 183 Année 2006

2006 - 2006

1659 W 184 Année 2007

2007 - 2007

1659 W 185 Année 2008

2008 – 2008

1659 W 186 – 191 Départages

1659 W 186 Année 2003

2003 - 2003

1659 W 187 Année 2004

2004 - 2004

1659 W 188 Année 2005

2005 - 2005

1659 W 189 Année 2006

2006 - 2006

1659 W 190 Année 2007

2007 - 2007

1659 W 191 Année 2008

2008 - 2008

1659 W 192 - 234 Minutes et jugements

1941 - 1991

1659 W 192 - 194 Répertoires des minutes

1659 W 192 1 janvier 1941 - 11 septembre 1951

1941 - 1951

1659 W 193 11 septembre 1951 -19 février 1963

1951 - 1963

1659 W 194 7 janvier 1963 - 31 décembre 1991

1963 – 1991

1659 W 195 - 234 Minutes

1950 - 1984

1659 W 195 Année 1950

1950 - 1950

1659 W 196 Année 1951

1951 - 1951

1659 W 197 Année 1952

1952 - 1952

1659 W 198 Année 1953

1953 - 1953

1659 W 199 Année 1954

1954 - 1954

1659 W 200 Année 1955

1955 - 1955

1659 W 201 Année 1956

1659 W 202 Année 1957	1956 - 1956
1659 W 203 Année 1958	1957 - 1957
1659 W 204 Année 1959	1958 - 1958
1659 W 205 Année 1960	1959 - 1959
1659 W 206 Année 1961	1960 - 1960
1659 W 207 Année 1962	1961 - 1961
1659 W 208 Année 1963	1962 - 1962
1659 W 209 Année 1964	1963 - 1963
1659 W 210 Année 1965	1964 - 1964
1659 W 211 Année 1966	1965 - 1965
1659 W 212 Année 1967	1966 - 1966
1659 W 213 Année 1968	1967 - 1967
1659 W 214 Année 1969	1968 – 1968
1659 W 215 Année 1970	1969 - 1969
1659 W 216 Année 1971	1970 - 1970
1659 W 217 Année 1972	1971 - 1971
1659 W 218 Année 1973	1972 - 1972
1659 W 219 Année 1974	1973 - 1973
1659 W 220 Année 1975	1974 - 1974
1659 W 221 Année 1976	1975 - 1975
1659 W 222 Année 1977	1976 - 1976
1659 W 223 Année 1978	1977 - 1977
	1978 -1978

1659 W 224 Année 1979, Janvier - Mai

1979 - 1979

1659 W 225 Année 1979, Juin - Décembre

1979 - 1979

1659 W 226 Année 1980

1980 - 1980

1659 W 227 Année 1981, Janvier - Mai

1981 - 1981

1659 W 228 Année 1981, Juin - Décembre

1981 - 1981

1659 W 229 Année 1982, Janvier - Septembre

1982 - 1982

1659 W 230 Année 1982, Octobre - Décembre

1982 - 1982

1659 W 231 Année 1983, Janvier - Mai

1983 - 1983

1659 W 232 Année 1983, Juin - Décembre

1983 - 1983

1659 W 233 Année 1984, Janvier - Juin

1984 -1984

1659 W 234 Année 1984, Juillet - Décembre

1984 - 1984

1659 W 235 - 259 **Procès verbaux**

1950 - 1973

1659 W 235 - 252 ***Procès verbaux d'enquêtes.***

1659 W 235 Année 1950

1950 - 1950

1659 W 236 Année 1951

1951 - 1951

1659 W 237 Année 1952

1952 - 1952

1659 W 238 Année 1953

1953 - 1953

1659 W 239 Année 1954

1954 - 1954

1659 W 240 Année 1955

1955 - 1955

1659 W 241 Année 1956

1956 - 1956

1659 W 242 Année 1957

1957 - 1957

1659 W 243 Année 1958

1958 - 1958

1659 W 244 Année 1959

1959 - 1959

1659 W 245 Année 1960

1960 - 1960

1659 W 246 Année 1961

1961 - 1961

1659 W 247 Année 1962

1962 - 1962

1659 W 248 Année 1963

1963 - 1963

1659 W 249 Année 1964

1964 - 1964

1659 W 250 Année 1965

1965 - 1965

1659 W 251 Année 1966

1966 - 1966

1659 W 252 Année 1967

1967 - 1967

1659 W 253 - 259 *Procès verbaux d'audition de témoins*

1659 W 253 Année 1962

1962 - 1962

1659 W 254 Année 1967

1967 - 1967

1659 W 255 Année 1968

1968 - 1968

1659 W 256 Année 1969

1969 - 1969

1659 W 257 Année 1970

1970 - 1970

1659 W 258 Année 1971

1971 - 1971

1659 W 259 Année 1973

1973 - 1973

1659 W 260 - 407 **Conseil des Prud'hommes de Troyes. - Dossiers d'entreprises**

1936 - 2004

1659 W 260 - 261 **Répertoires : règlements intérieurs et accords**

1936 - 2001

1659 W 260 Années 1936 - 1997

1936 - 1997

1659 W 261 Années 1998 - 2001

1998 - 2001

1659 W 262 - 325 **Règlements intérieurs**

1943 - 2004

1659 W 262 Année 1943

1943 - 1943

1659 W 263 Année 1946

1659 W 264 Année 1947	1946 - 1946
1659 W 265 Année 1948	1947 - 1947
1659 W 266 Année 1949	1948 - 1948
1659 W 267 Année 1950	1949 - 1949
1659 W 268 Année 1951	1950 - 1950
1659 W 269 Année 1952	1951 - 1951
1659 W 270 Année 1953	1952 - 1952
1659 W 271 Année 1954	1953 - 1953
1659 W 272 Année 1955	1954 - 1954
1659 W 273 Année 1957	1955 - 1955
1659 W 274 Année 1959	1957 - 1957
1659 W 275 Année 1960	1959 - 1959
1659 W 276 Année 1961	1960 - 1960
1659 W 277 Année 1962	1961 - 1961
1659 W 278 Année 1963	1962 - 1962
1659 W 279 Année 1964	1963 - 1963
1659 W 280 Année 1965	1964 - 1964
1659 W 281 Année 1966	1965 - 1965
1659 W 282 Année 1967	1966 - 1966
1659 W 283 Année 1968	1967 - 1967
1659 W 284 Année 1969	1968 - 1968
1659 W 285 Année 1970	1969 - 1969
	1970 -1970

1659 W 286 Année 1971	1971 - 1971
1659 W 287 Année 1972	1972 - 1972
1659 W 288 Année 1973	1973 - 1973
1659 W 289 Année 1974	1974 - 1974
1659 W 290 Année 1975	1975 - 1975
1659 W 291 Année 1976	1976 - 1976
1659 W 292 Année 1977	1977 - 1977
1659 W 293 Année 1978	1978 - 1978
1659 W 294 Année 1979	1979 - 1979
1659 W 295 Année 1980	1980 - 1980
1659 W 296 Année 1981	1981 - 1981
1659 W 297 Année 1982	1982 - 1982
1659 W 298 Année 1983, Janvier - Juin	1983 - 1983
1659 W 299 Année 1983, 01 Juillet - 15 Juillet	1983 - 1983
1659 W 300 Année 1983, 16 Juillet - 31 Juillet	1983 - 1983
1659 W 301 Année 1983, Août	1983 - 1983
1659 W 302 Année 1983, Septembre - Octobre	1983 - 1983
1659 W 303 Année 1983, Novembre - Décembre	1983 - 1983
1659 W 304 Année 1984, Janvier - Juin	1984 - 1984
1659 W 305 Année 1984, Juillet - Décembre	1984 - 1984
1659 W 306 Année 1985	1985 - 1985
1659 W 307 Année 1986	1986 - 1986
1659 W 308 Année 1987	1987 - 1987

1659 W 309 Année 1988

1988 - 1988

1659 W 310 Année 1989

1989 - 1989

1659 W 311 Année 1990

1990 - 1990

1659 W 312 Année 1991

1991 - 1991

1659 W 313 Année 1992

1992 - 1992

1659 W 314 Année 1993

1993 - 1993

1659 W 315 Année 1994

1994 - 1994

1659 W 316 Année 1995

1995 - 1995

1659 W 317 Année 1996

1996 - 1996

1659 W 318 Année 1997

1997 - 1997

1659 W 319 Année 1998

1998 - 1998

1659 W 320 Année 1999

1999 - 1999

1659 W 321 Année 2000

2000 - 2000

1659 W 322 Année 2001

2001 - 2001

1659 W 323 Année 2002

2002 - 2002

1659 W 324 Année 2003

2003 - 2003

1659 W 325 Année 2004

2004 - 2004

1659 W 326 - 396 **Négociation, accords, conventions, contrats.**

1936 - 2004

1659 W 326 Année 1936

1936 - 1936

1659 W 327 Année 1937

1937 - 1937

1659 W 328 Année 1938

1938 - 1938

1659 W 329 Année 1939

1939 - 1939

1659 W 330 Année 1941

1941 - 1941

1659 W 331 Année 1942	1942 - 1942
1659 W 332 Année 1944	1944 - 1944
1659 W 333 Année 1945	1945 - 1945
1659 W 334 Année 1947	1947 - 1947
1659 W 335 Année 1948	1948 - 1948
1659 W 336 Année 1950	1950 - 1950
1659 W 337 Année 1951	1951 - 1951
1659 W 338 Année 1955	1955 - 1955
1659 W 339 Année 1956	1956 - 1956
1659 W 340 Année 1957	1957 - 1957
1659 W 341 Année 1958	1958 - 1958
1659 W 342 Année 1959	1959 - 1959
1659 W 343 Année 1960	1960 - 1960
1659 W 344 Année 1961	1961 - 1961
1659 W 345 Année 1962	1962 - 1962
1659 W 346 Année 1963	1963 - 1963
1659 W 347 Année 1964	1964 - 1964
1659 W 348 Année 1965	1965 - 1965
1659 W 349 Année 1966	1966 - 1966
1659 W 350 Année 1968	1968 - 1968
1659 W 351 Année 1969	1969 - 1969
1659 W 352 Année 1970	1970 - 1970
1659 W 353 Année 1971	1971 - 1971

1659 W 354 Année 1972	1972 - 1972
1659 W 355 Année 1973	1973 - 1973
1659 W 356 Année 1974	1974 - 1974
1659 W 357 Année 1975	1975 - 1975
1659 W 358 Année 1976	1976 - 1976
1659 W 359 Année 1977	1977 - 1977
1659 W 360 Année 1978	1978 - 1978
1659 W 361 Année 1979	1979 - 1979
1659 W 362 Année 1980	1980 - 1980
1659 W 363 Année 1981	1981 - 1981
1659 W 364 Année 1982	1982 - 1982
1659 W 365 Année 1983	1983 - 1983
1659 W 366 Année 1984	1984 - 1984
1659 W 367 Année 1985	1985 - 1985
1659 W 368 Année 1986	1986 - 1986
1659 W 369 Année 1987	1987 - 1987
1659 W 370 Année 1988	1988 - 1988
1659 W 371 Année 1989	1989 - 1989
1659 W 372 Année 1990	1990 - 1990
1659 W 373 Année 1991	1991 - 1991
1659 W 374 Année 1992	1992 - 1992
1659 W 375 Année 1993	1993 - 1993
1659 W 376 Année 1994	1994 - 1994

1659 W 377 Année 1995

1995 - 1995

1659 W 378 Année 1996

1996 - 1996

1659 W 379 Année 1997

1997 - 1997

1659 W 380 Année 1998, Janvier - Juin

1998 - 1998

1659 W 381 Année 1998, Juillet - Décembre

1998 - 1998

1659 W 382 Année 1999, Janvier - Mai

1999 - 1999

1659 W 383 Année 1999, Juin - Juillet

1999 - 1999

1659 W 384 Année 1999, Septembre - Decembre

1999 - 1999

1659 W 385 Année 2000, 1 Janvier - 15 Mars

2000 - 2000

1659 W 386 Année 2000, 16 mars - 31 Août

2000 - 2000

1659 W 387 Année 2000, Septembre - Décembre

2000 - 2000

1659 W 388 Année 2001, Janvier - Mars

2001 - 2001

1659 W 389 Année 2001, Avril - Mai

2001 - 2001

1659 W 390 Année 2001, Juillet - Octobre

2001 - 2001

1659 W 391 Année 2001, Novembre - Décembre

2001 - 2001

1659 W 392 Année 2002, Janvier- Mai

2002 - 2002

1659 W 393 Année 2002, Juin - Décembre

2002 - 2002

1659 W 394 Année 2003,Janvier - Mai

2003 - 2003

1659 W 395 Année 2003, Juin - Décembre

2003 - 2003

1659 W 396 Année 2004

2004 - 2004

1659 W 397 - 407 **Registres des contrats d'apprentissage**

1925 - 1972

1659 W 397 14 juillet 1925 - 10 avril 1946

1925 - 1946

1659 W 398 10 avril 1946 - 11 octobre 1949

1946 - 1949

1659 W 399 11 octobre 1949 - 6 novembre 1952

1949 - 1952

1659 W 400 6 novembre 1952 - 4 novembre 1954

1952 - 1954

1659 W 401 5 novembre 1954 - 3 juillet 1956

1954 - 1956

1659 W 402 4 juillet 1956 - 26 juillet 1958

1956 - 1958

1659 W 403 26 juillet 1958 - 25 octobre 1960

1958 - 1960

1659 W 404 28 octobre 1960 - 25 octobre 1962

1960 - 1962

1659 W 405 25 octobre 1962 - 23 décembre 1965

1962 - 1965

1659 W 406 6 janvier 1966 - 18 novembre 1969

1966 - 1969

1659 W 407 19 novembre 1969 - 7 avril 1972

1969 - 1972

1659 W 408 - 422 Conseil des Prud'hommes de Romilly-sur-Seine

1974 - 2000

1659 W 408 - 417 Conseil des Prud'hommes de Romilly-sur-Seine. - Procédures prud'hommales

1974 - 1993

1659 W 408 - 408 Répertoire des jugements

1974 - 1993

1659 W 408 12 mars 1974 - 29 novembre 1993

1974 - 1993

1659 W 409 - 417 Minutes

1979 - 1985

1659 W 409 Année 1979

1979 - 1979

1659 W 410 Année 1980

1980 - 1980

1659 W 411 Année 1981

1981 - 1981

1659 W 412 Année 1982

1982 - 1982

1659 W 413 Année 1983

1983 - 1983

1659 W 414 Année 1984

1984 - 1984

1659 W 415 Année 1985

1985 - 1985

1659 W 416 Année 1986

1986 - 1986

1659 W 417 Année 1987

1987 - 1987

1659 W 418 - 422 **Conseil des Prud'hommes de Romilly-sur-Seine. - Dossiers d'entreprises**

1999 - 2000

1659 W 418 - 419 **Listes des dépôts d'actes**

1999 - 2000

1659 W 418 Règlements intérieurs

1999 - 1999

1659 W 419 Conventions et accords

1999 - 2000

1659 W 420 - 420 **Règlements intérieurs**

1999 - 1999

1659 W 420 Année 1999

1999 - 1999

1659 W 421 - 422 **Négociations, accords, conventions,**

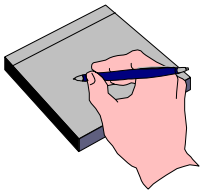
1999 - 2000

1659 W 421 Année 1999

1999 - 1999

1659 W 422 Année 2000

2000 - 2000



Annexes

Liste des sigles et abréviations

Pouvant être employés dans les documents

CPH : Conseil de prud'hommes
BC : Bureau de conciliation
BJ : Bureau de jugement
RI : Règlements intérieurs
Acc : Accords